

n°386 Janvier 2015 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

ON VA PROTÉGER
VOTRE DÉMOCRATIE

ET VOTRE
LIBERTÉ
D'EXPRESSION

ET MÊME VOTRE
DROIT A' LA FRANCHE
POILADE!



-Sud Education 8 Janvier-

Contre le fascisme, religieux ou nationaliste, contre le racisme, défendons les libertés publiques et l'égalité

La liberté d'expression est une liberté publique fondamentale. En s'y attaquant avec cette violence meurtrière, cet attentat relève du fascisme.

Les rassemblements spontanés qui se sont organisés partout en France témoignent de la très forte émotion que cette atrocité a suscitée et d'une grande aspiration à la solidarité.

Nous dénonçons toute tentative d'amalgame, toute instrumentalisation, d'ores et déjà engagées.

L'extrême droite et la droite plus ou moins extrême tentent de surfer sur l'émotion pour en appeler qui à la "guerre totale", qui au rétablissement de la peine de mort, qui à la "libération" d'une parole raciste déjà bien débridée, etc. La solidarité avec les victimes de Charlie Hebdo doit s'accompagner du combat contre tous les fascismes, religieux ou nationalistes, contre tous les racismes.

Dans un contexte où le racisme a déjà le vent en poupe, que les personnes cataloguées "arabes" ou "musulmanes" subissent tout particulièrement, nous devons nous opposer à toute stigmatisation qui pourrait résulter d'une volonté politique d'assimiler à cet acte atroce des personnes sous prétexte de leur culture ou de leur religion, réelles ou supposées. Dès le lendemain du massacre, plusieurs attaques ont eu lieu contre des lieux de culte musulmans, avec grenades et armes à feu. Nous condamnons fermement ces attentats, qui visent à créer eux aussi un climat de terreur et à activer une guerre raciste.

Nous nous opposons à tous les projets de lois liberticides qui amplifieraient le muselard du mouvement social et la surveillance généralisée de la population. Les libertés publiques, le droit aux communications privées, la liberté d'expression, de manifestation, de grève, doivent pas être sacrifiées sur l'autel de la lutte contre le terrorisme.

Le PS et le gouvernement instrumentalisent déjà pour leur part l'attentat contre Charlie Hebdo pour en appeler à "l'unité nationale". Même Marine Le Pen est invitée à l'Élysée pour discuter de la situation ! Si l'émotion suscite une légitime aspiration au rassemblement, ces appels à "l'unité nationale" ou au "front républicain" sont une impasse pour le mouvement social et démocratique. Ils visent à faire taire la conflictualité sociale et à unir la population derrière les dirigeants qui mènent des politiques extérieures impérialistes et des politiques intérieures antisociales, de stigmatisation raciste et anti-immigré-e-s, de chasse à sans-papiers et de harcèlement des Roms. Ces politiques portent une lourde responsabilité dans le climat actuel et dans ses effets délétères. Ce n'est pas en le taisant que nous ferons régresser les fanatismes et les fascismes.

SUD éducation appelle à se mobiliser contre tous les fascismes, contre tous les racismes, pour la laïcité, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de la presse, pour la défense des libertés publiques, pour le droit de manifester et de faire grève, contre toutes les discriminations et toutes les inégalités (sociales, racistes et sexistes), contre les ravages du capitalisme, les politiques libérales et l'austérité qui nourrissent la misère et une colère contre des fanatismes instrumentalisent au profit de leurs idéologies mortifères.

Redonnons des perspectives à tout-e-s les travailleurs/euses, précaires, privé-e-s d'emploi ! Construisons les mobilisations pour une alternative sociale égalitaire et démocratique : c'est la meilleure manière de défaire durablement le fanatisme, le fascisme, le racisme.

-Les Alternatifs 7 Janvier-

Contre les assassins, pour la liberté d'expression et le vivre ensemble

Les Alternatifs condamnent l'attentat criminel contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*. Ils saluent les victimes, anonymes ou connues, et s'associent à la douleur de leurs proches. Ce carnage vise la liberté d'expression et la liberté de la presse. Ces libertés sont des

droits intangibles, et leur défense doit être inconditionnelle. Les Alternatifs participent aux initiatives et manifestations unitaires qui, dans tout le pays, expriment la volonté de défendre la liberté d'expression et notre capacité à vivre ensemble. ■

-Ensemble! 9 Janvier-

Contre le terrorisme, la haine et les amalgames, Plus de démocratie, de liberté, d'égalité et de justice !

L'attentat meurtrier du mercredi 7 janvier 2015 qui a frappé la rédaction du journal Charlie Hebdo et provoqué la mort de 12 personnes constitue un véritable choc. Aucune cause ne peut justifier un tel acte aussi barbare. Pour nous comme pour des millions de citoyens, c'est avant tout un attentat contre la liberté d'expression, qui plus est contre un journal de gauche, libertaire et anti autoritaire. [...]

Ensemble ! appelle, avec les organisations du Front de gauche, les syndicats, les associations antiracistes, les forces politiques de gauche à participer aux rassemblements et manifestations qui ont lieu le week end prochain. Ensemble ! participera sur la base de cette déclaration à la manifestation appelée à Paris dimanche 11 janvier [...]

Développer ce mouvement de solidarité est la réponse nécessaire aux menaces qui pèsent sur notre société. Il est d'autant plus important que l'attentat qui s'est produit risque d'accroître les peurs et jeter de l'huile sur le feu, dans un climat marqué ces derniers mois par une recrudescence des discours racistes, antisémites et de stigmatisation des musulmans. Grenade ou coups de feu contre des lieux de culte musulman ou un Kebab, un lycée tabassé,... toutes ces violences racistes sont intolérables. [...] Il faut refuser tout amalgame entre « Islam » et « terrorisme ». Le soupçon que toute personne de confession musulmane serait potentiellement favorable au terrorisme est insupportable.

[...] Pour « Ensemble ! », contrairement à ce que proposent François Hollande et Manuel Valls, il n'y a pas d'union possible non plus avec Nicolas Sarkozy et les forces de droite qui depuis des années n'ont cessé d'attiser les haines par leurs politiques d'exclusion et de discrimination, allant jusqu'à reprendre le discours irresponsable du « choc des civilisations » [...]

Notre réponse au terrorisme, c'est plus de démocratie, plus de liberté, plus d'égalité et plus de justice. ■

-Les Alternatifs 12 Janvier-

OUI, L'UNITÉ POPULAIRE !

Le soir même de l'attentat contre l'équipe de Charlie Hebdo, dans toute la France, ont eu lieu des rassemblements spontanés ou à l'appel d'associations, syndicats, partis de gauche.

Il fallait prendre la rue pour la liberté d'expression, et ne pas la laisser aux manipulateurs racistes.

Le samedi 10 et le dimanche 11 janvier des cortèges massifs partout, et dans la plupart des cas sans manipulations politiciardes.

La situation à Paris était différente. Des appels à "l'union nationale" et la présence de dirigeants aussi reluisants que Rajoy, Orban,

Netanyahou, mais d'abord, et surtout, une formidable émotion collective, une émergence démocratique.

Ce qui s'est traduit par la présence d'un million de personnes dans les rues de la capitale, de millions dans toute la France.

L'avenir n'est pas écrit, l'affrontement se poursuit entre les réponses autoritaires et racistes au fanatisme, et les perspectives émancipatrices.

Et l'action des forces et courants syndicaux, culturels, associatifs, politiques, pour l'émancipation ne se fera pas au nom de l'union nationale, mais de l'unité populaire. ■

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
 tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
 Commission paritaire n°1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
 Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,
 Mathieu COLLOGHAN,
 Julien DOUILLARD,
 Jean-Claude EGIDIO,
 Lena GRIGORIADOU,
 Alain VÉRONÈSE
 et
 Roger WINTERHALTER

Dessins de Une Colloghan
 Corrections : Daniel ROMET

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
 SARL au capital de 4000€ RCS Paris B449 326 835 durée : jusqu'au 23 avril 2063. Gérant : R. Mexieux

Imprimé par Expressions II :
 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Barrage de Sivens : la drôle de guerre.

Des négociations en panne

La dernière rencontre présidée par les experts gouvernementaux, chargée d'étudier une solution alternative au barrage s'est tenue le vendredi 9 janvier à Toulouse et a abouti à une impasse complète. La FDSEA du Tarn, demeure arc-boutée sur ses positions depuis la suspension des travaux : le barrage doit être achevé comme il avait été initialement conçu, au même endroit et selon la même capacité. La seule concession concerne l'allocation des volumes d'eau : 50% à la rivière et 50% à l'irrigation au lieu des 30% et 70% prévus à l'origine.

Les opposants, (FNE midi py, le Collectif Testet et la Confédération paysanne) font valoir deux autres solutions. La première consisterait à mobiliser rationnellement les masses énormes d'eau actuellement stockées dans des retenues collinaires et bien souvent sous utilisées. Ceci, quitte à prévoir des connexions entre plusieurs de ces réserves afin de répartir au mieux la ressource, laquelle cesserait d'être complètement privée puisqu'elle serait mutualisée. Une autre solution serait la construction de deux bassins latéraux d'une capacité totale de 700 000 m³.

Il est à noter que les partisans du barrage admettent désormais qu'une retenue de 1 M de m³ serait suffisante quand le projet en prévoyait 1M5). Un autre chiffre est intéressant à relever à partir du rapport intermédiaire des experts produit à la fin décembre, c'est le nombre d'agriculteurs effectivement privés d'eau et avouant être demandeurs d'un aménagement pour pallier ce manque : il s'élève en définitive à 6. On est bien loin du nombre de 80 dont se réclamaient les porteurs du barrage.

Nul doute que la position du syndicat agricole ne se fonde pas sur des considérations techniques. L'enjeu est d'ordre politique : pas question de se laisser imposer par des écologistes, ni de plier devant qui remet en cause le modèle agricole dominant et menace l'agro-business.

Raisons d'y croire

D'une façon générale, le rapport final devant être rendu le 20 janvier 2015 s'annonce plus favorable encore aux opposants que ne l'était le premier

rapport rendu en novembre.

Deux autres éléments sont à prendre en compte dans cette drôle de guerre : d'une part, la procédure lancée par la commission européenne pour infraction à la loi sur l'eau et d'autre part, une récente note du ministère de l'agriculture qui se déclare défavorable au barrage : « *La Commission a transmis une mise en demeure à la France, dont la réponse*



(N A F)

sera à faire pour fin janvier 2015. Au-delà de ce projet, qui n'est pas soutenu par le MAAF en l'état et qui sera, quoiqu'il en soit, au minimum revu si ce n'est abandonné, la jurisprudence qui en ressortira peut avoir des incidences importantes sur le positionnement général de la Commission concernant les retenues d'eau et donc plus globalement sur la doctrine en matière de gestion quantitative de l'eau en agriculture. » (Voir Reporterre du 9 janvier 2015).

Motifs d'inquiétude

Cependant, malgré ces éléments de bon augure, rien n'est acquis et nous avons plusieurs sujets d'inquiétude. D'abord, le fait que le calendrier politique se rapproche et que Carcenac a annoncé son désir de se représenter aux élections départementales. Dans un article à la Dépêche, il prône « des alliances élargies » déjà concrétisées par des duos politiquement mixtes. Nous avons dès la mi-novembre la préfiguration de cette alliance élargie dans la manifestation à Albi des élus favorables au barrage. On peut craindre que cette élection face figure de référendum sur la question de Sivens. Et si, contre toute attente, Carcenac

parvenait à rassembler victorieusement sur son nom les anti-barrage de tous bords, il offrirait au pouvoir la formule magique pouvant être opposée à toute lutte anti GPI, à commencer par le Center parc de Roybon ou l'aéroport de NDDL, et qui tient en quelques mots : fermeté et alliance élargie (pour ne pas dire union sacrée).

L'autre motif d'inquiétude touche à la question juridique. A l'heure actuelle, les travaux sont certes suspendus mais aucune décision de justice n'a prononcé leur caractère illégal. Si bien que ce sont les opposants, avant tout ceux qui écotent de peines de justice disproportionnées en regard des griefs, mais aussi les occupants qui sont considérés et traités comme illégaux. Un référé suspensif, dans l'attente du jugement sur le fond qui n'interviendra pas avant le dernier trimestre 2015, serait le moyen de rappeler les responsabilités initiales des porteurs du barrage que la mort de Rémi Fraisse avait contribué à mettre au grand jour. Un jugement en notre faveur plomberait la campagne de Carcenac et l'empêcherait de reprendre la main.

Perspectives

Cependant, un rassemblement au printemps sur le site de Sivens est en gestation, à l'instar de ceux du printemps dernier et de l'automne passé. A coup sûr, l'événement sera d'ampleur nationale. D'ores et déjà, un appel à manifester à Nantes et à Toulouse est lancé pour le 22 février date anniversaire du tournant dans la répression opéré l'an dernier à Nantes. Plus prosaïquement, des groupes de réflexion élaborent en marge des rencontres officielles ce que pourrait être l'avenir du Testet, en terme de projet de territoire, respectueux des milieux naturels autant que de l'intérêt de ses habitants. La dynamique instituée entre les divers collectifs, les Bouilles et le Testet, entre locaux et occupants, continue de fonctionner à plein, notamment grâce à la coordination des opposants régulièrement convoquée. ■

Jean Claude EGIDIO

Membre de la Coordination des Opposant-e-s au barrage.

Dette et extractivisme

La résistible ascension d'un duo destructeur

« L'extractivisme, ce pillage des ressources naturelles de la planète par la force, a donné à l'Europe, puis aux USA, les moyens de dominer le monde. »

L'ouvrage de Nicolas de Sersiron, président du CADTM France, argumenté, est solidement édifié. Touche les points sensibles de la mauvaise conscience occidentale. Quelques éléments, brève recension pour inciter à l'entière lecture.

La dette illégitime

est un néo-colonialisme camouflé sous le voile monétaire : « La dette illégitime a été imposée aux nouveaux décideurs, après les indépendances des pays colonisés par les européens pour remplacer la contrainte exercée par les armées d'occupation. Son but n'a-t-il pas été d'assurer la continuité des pillages indispensables au déploiement de la société de consommation pour les seuls occidentaux et surtout, le profit de quelques-uns ? » (p. 24, 25). L'extractivisme-pillage dénoncé concerne principalement l'Afrique.

Un vol en pleine expansion

« ... une nouvelle forme de vol est en pleine expansion. L'Afrique est le continent le plus recherché. L'accaparement des terres par des entités financières internationales, avec la complicité des décideurs corrompus, prend des proportions qui révèlent une dépossession de type colonial. La violence des armes est remplacée par la spéculation financière et la corruption des élites. Le retour sur investissement est estimé à 20%... » (p.39).

Construire un monde post-extractiviste, post-consumériste

« La société post-extractiviste existera demain quelle que soit la volonté de ceux que Jean Ziegler appelle « les saigneurs de la guerre. » [...] La question est de savoir comment il est possible de la créer, avant qu'elle ne s'impose par la raréfaction des ressources naturelles et l'accélération des désastres climatiques et environnementaux. Dans un proche avenir, un effondrement des sociétés extractivo-consuméristes avec une montée de la barbarie, sont des probabilités fortes si rien ne change. [...] Quant à la biodiversité, dont nous sommes des éléments, elle est en chute libre pendant que le chaos climatique progresse. »

(p.163, dans le chapitre 5, coécrit avec Robin Delobel)

Définition, dès la quatre de couv'.

Qu'en serait-il de la pression migratoire si, les spéculateurs évincés, il était permis aux africains de vivre et travailler au pays ? Le nomadisme planétaire n'est pas la solution à la misère des peuples. Les règles de la division internationale du travail (autre nom de la mondialisation) doivent être sérieusement réévaluées.

Les résistances sont liées

« Les résistances à l'extractivisme, à la dette illégitime [la nôtre hexagonale devra également être sérieusement recalculée...], à la malnutrition au Sud, comme au Nord, comme au réchauffement climatique réussiront quand la multitude des luttes locales, internationales et des expériences alternatives seront suffisamment puissantes pour créer un effet de bascule. » (p. 168).

La décroissance est à compter dans les résistances constructives.

« Travailler moins [et pour des valeurs d'usage durable...] n'est-il pas le seul chemin pour aller vers le post-extractivisme ? [...] La décroissance, ce mot qui fait peur, doit être comprise comme étant d'abord celle des inégalités sociales, et environnementales. La décroissance matérielle implique une nouvelle répartition des richesses fondée sur la croissance non pas du PIB – compétition et profits – mais de l'égalité, de la solidarité et de la coopération. [...] Comment en finir avec les objets inutiles, jetables à durée de vie volontairement limitée que beaucoup défendent au nom de l'emploi, mais qui détruisent notre planète... » (p.195).

Contre l'extractivisme, appauvrissement de la vie, soyons réalistes : exigeons tout le possible ! Lire, Construire un monde..., ■

Alain VÉRONÈSE.

De quoi le zadisme est-il le nom ?

A Sivens, Notre-Dame-des-Landes, Roybon... les zadistes construisent des cabanes baroques contre les grands projets loufoques. Contre la globalisation marchande, les z'anars, z'indignés, nouveaux babas cool, écolos radicaux, s'enracinent dans la glaise du terroir, jouent la carte du vernaculaire contre la mondialisation totalitaire.

De quoi le zadisme est-il le nom ? De la résistance encore balbutiante à l'artificialisation du monde.

Roybon, c'est pas bon. Un paradis tropical en Isère, à quoi ça sert ? A qui ?

Aux 5 628 touristes dé-paysés, dé-localisés, « tropicalisés », qui vont s'ébattre et patauger sous bulle. Dans « l'Aquamundo » climatisé à 29°. L'édification de ce paradis artificiel « nécessite » la destruction de 200 ha de forêt pour une re-production améliorée d'une nature réellement détruite.

Climatisation – re-production – re-présentation. Le monde réel est devenu réellement asphyxiant, il est vrai.

Nous attendons un situationnisme réincarné pour décrypter l'envers du décor...

Ils nous construisent des Arches climatisées pour nous faire oublier le déluge du dérèglement climatique.

Création d'emplois. Le p'tit personnel camouflera l'anxiété de sa vie précaire par distribution sans compter, atrocement mécanisés d'affables sourires et convivialités mal rétribuées.

Ah, que c'est bien beau la vie sous bulle ! C'est bien chaud, les bouillonnants bassins ! Et avec un je-ne-sais-quoi, qui ne compte pas pour rien d'érotico-chose. Le bobo babille et se déshabille, servi par des prolos serviles. Toute l'assemblée frétille.

Zadistes, casseurs et Cassandre

Les pieds dans la boue, à Roybon, comme à Notre-Dame-des-Landes... chauffés à peine dans des masures squattées, les zadistes réalistes, décroissants conséquents pour certains, posent, bien en deçà du tracé local de la ZAD, les limites du mode de production qui va nous faire « crever la gueule ouverte ! ». (Pierre Fournier s'agite en sa tombe...). Cassandre inaudibles (forcément...) contre le fétichisme du gros Pib, casseurs de pub, les zadistes nous ramènent les pieds sur terre.

L'extension des domaines de la marchandisation est une tendance lourde. Écrasante ! L'accélération de la circulation du Capital en est la cause efficiente. A quoi peut bien servir l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ? A qui, si ce n'est à la « jet set », petits et grands officiants de l'hyper bourgeoisie qui prospère hors sol ? Circulez, il n'y a rien à voir ! Pour consolation à NDDL, on a prévu –rentabilisation mentale– la reconstruction d'une ferme modèle, avec des figurants péquenots qui feront dans le bio, avec des bestiaux vachement authentiques...

Délocalisation. Mentale. Un petit tour à Sivens. Là-bas, c'est l'eau dont la décroissance doit être industrieusement compensée. La p'tite rivière locale, le Tescou, a le débit bancal. Cette irrégularité du flux, conséquence du changement climatique ? On ne peut l'exclure. Et alors ? Qu'importe : on régule et rentabilise le manque en construisant un barrage pour optimiser le débit de la raréfiée ressource. Ce qui est rare est cher. Les capitalistes vont nous vendre le médicament pour soigner la maladie dont ils sont la cause. Malin. Profitable. Comme l'agriculture intensive défendue par les exploitants agricoles de la FNSEA...

Les zadistes hexagonaux ne sont-ils une figure locale du zapatisme au Chiapas ? L'appel intergalactique de Marcos (1996) était motivé, construit, argumenté, par et pour la défense des cultures locales. L'autonomie économique, la promotion des différences, la relocalisation des pouvoirs comme des productions étaient conçues, construites, comme résistances-constructions contre l'aménagement-déménagement de l'homogénéisation de la mondialisation. Zadistes et zapatistes, même combat ? La diversité des mondes possibles reste à construire... ■



Dette et extractivisme
La résistible ascension
de Nicolas de Sersiron
Préface de Paul Ariès
Utopia éditions

Pour un regroupement de la gauche alternative, Pour un dépassement des Alternatifs dans Ensemble !

Le congrès des 13 & 14 décembre est la conclusion d'une longue discussion de notre mouvement sur son devenir et sera donc le troisième portant sur sa participation au Front de Gauche et son dépassement dans un nouveau mouvement.

Le texte final du congrès de novembre 2012 (53.37 % pour, 34.75 % contre et 8.88 % abstentions) décidait la participation des Alternatifs au Front de Gauche et de contribuer à l'émergence d'un pôle rouge et vert. Lors du congrès de novembre 2013 le texte majoritaire pris en considération par des votes allant selon les thèmes de 62.7 % à 64.4 % et adopté finalement par délégué-e-s (pour les parties en question entre 71.2 % et 74.5 %) confirmait l'engagement des Alternatifs au sein du Front de Gauche et sa participation au processus de regroupement « Tous Ensemble-Trait d'Union » appelé aujourd'hui Ensemble!

C'est donc après plus de 24 mois de discussions, et conformément à la conclusion du congrès précédent, que ce congrès devrait trancher positivement, selon nous, en faveur du dépassement des Alternatifs au sein d'Ensemble!, regroupement d'une gauche alternative, radicale et unitaire, permettant de mettre fin à l'éparpillement de groupes et de militant-e-s qui sont d'accord sur l'essentiel de leurs analyses et de leurs engagements, même si des discussions voire des différences peuvent perdurer entre eux.

Une crise systémique qui s'approfondit : risques majeurs et possibles émancipateurs

La crise systémique est une crise de civilisation. C'est tout d'abord une crise majeure du capitalisme qui se voit confronté à l'éclatement simultané de contradictions sociales et écologiques. Depuis le milieu des années 1970, les classes dominantes n'ont eu de cesse de restaurer les profits capitalistes en augmentant l'exploitation du travail, en attaquant les salaires et les droits des salarié-e-s notamment par leur mise en concurrence généralisée dans la mondialisation néolibérale. Le tout accompagné par une expansion de la financiarisation de l'économie. Ce modèle économique a débouché sur la crise de 2007/2008 qui n'en finit pas de s'approfondir à l'échelle mondiale

avec les conséquences que l'on connaît : le chômage de masse et la précarité galopante.

La dimension écologique de la crise est fondamentale. Les derniers travaux du GIEC confirment la gravité du réchauffement climatique. A cet égard, les mobilisations autour du prochain COP21 à Paris en 2015 seront essentielles. Pollutions, recul de la biodiversité, épuisement des ressources et dérèglements climatiques donnent la mesure de cette crise. La catastrophe de Fukushima a posé de manière radicale la question du nucléaire et l'exigence d'y renoncer de manière immédiate et définitive. Cette crise écologique s'exprime aussi dans de grands projets inutiles et imposés, de plus en plus contestés par une mobilisation citoyenne multiforme qui est un des fondements de la politisation radicale d'une partie de la jeunesse.

Ainsi, nous avons à faire à un véritable « capitalisme du désastre » qui ne sait pas comment faire face à ses propres contradictions sans les aiguïser : « le capitalisme ne peut trop exploiter la force de travail sans ruiner ses possibilités d'expansion, et il ne peut non plus trop exploiter la nature sans détériorer ou détruire la base matérielle de l'accumulation » (J.-M. Harribey). Face à cela, le pire - des solutions politiques de plus en plus autoritaires, voire post-fascistes- comme le meilleur -un changement radical porté par les peuples vers une véritable alternative au capitalisme- sont possibles.

La crise systémique est aussi une crise géopolitique. La remise en cause de l'hégémonie du « Nord » est un phénomène majeur qui ouvre des possibles émancipateurs. Après le temps des décolonisations, une nouvelle étape s'est ouverte à partir des années 1990 en Amérique indo-afro-latine et à partir de 2010 dans le monde arabe par l'ouverture d'un processus révolutionnaire social et démocratique. Ces processus populaires recèlent une dynamique émancipatrice dans laquelle se pose la question de

l'auto-organisation des dominé-e-s. Ils sont toujours ouverts et vivants même s'ils ne sont pas linéaires. Ils sont marqués par de nombreuses contradictions et doivent faire face à d'importantes difficultés.

Celles-ci peuvent prendre la forme de l'offensive des mouvements djihadistes, qui doivent être combattus en particulier en fournissant des armes aux forces qui s'y opposent ; ceux-ci se nourrissent des impérialismes qui sacrifient les volontés populaires sur l'autel de leurs intérêts et dont les chocs déstabilisent durablement des régions entières, comme le montre l'émergence de l'organisation de « l'Etat islamique » en Syrie et en Irak. Ainsi les impérialismes des Etats-Unis et des puissances européennes sont toujours bien vivants -à l'image de leur actions en Ukraine ou au Moyen Orient- tandis que d'anciens impérialismes -le rôle de la Russie de Poutine dans la crise ukrainienne et dans le soutien à Bachar Al-Assad en Syrie- comme de nouveaux -l'impérialisme économique de la Chine en Afrique- s'affirment.

Il est nécessaire de réaffirmer notre solidarité active avec les processus en cours en Amérique indo-afro-latine et dans le monde arabe. La solidarité avec la révolution populaire syrienne et l'aide aux révolutionnaires syrien-ne-s ainsi qu'aux combattant-e-s kurdes sont d'une brûlante actualité aussi bien contre l'organisation de « l'Etat islamique » que contre le régime de Bachar Al-Assad et contre toutes les formes d'interventions impérialistes. Le FSM 2015 de Tunis en sera un moment important. Enfin, la lutte du peuple palestinien est toujours centrale et nous devons plus que jamais la soutenir. Le soutien grandissant à la campagne BDS est ici porteur d'espoir, ainsi que la mobilisation pour Gaza et son impact dans les quartiers populaires en France notamment.

La situation économique et sociale européenne est des plus inquiétantes : la zone euro, après deux années de récession, est aujourd'hui au bord de la déflation. Les bourgeoisies européennes ont fait le choix de faire payer la crise

aux salarié-e-s européen-ne-s avec la généralisation à l'échelle du continent de politiques austéritaires, d'une extrême brutalité en Europe du sud, produisant une explosion du chômage et de la pauvreté.

La crise en Europe a aussi une dimension profondément démocratique. Les citoyen-ne-s européen-ne-s se sentent de plus en plus dépossédé-e-s de leur souveraineté dans une Union européenne au fonctionnement autoritaire et technocratique. Les négociations autour du TAFTA en sont le symbole. Les élections européennes ont montré l'étendu de cette crise dans sa dimension politique, sur fond de discrédit de la classe politique, avec la montée en Europe du racisme et de l'extrême droite. Mais ces élections ont aussi permis de mettre en avant des points d'appui pour faire émerger une véritable alternative européenne : c'est la progression globale de la gauche de gauche avec le score historique de SYRIZA en Grèce mais aussi l'émergence du mouvement PODEMOS en Espagne issu des Indigné-e-s. Enfin, les mobilisations citoyennes et altermondialistes anti-TAFTA montrent que les citoyen-ne-s veulent avoir leur mot à dire sur les politiques dans l'UE.

En France, la crise économique et sociale s'accroît et pour toutes réponses le gouvernement Valls II multiplie les déclarations provocatrices contre les salarié-e-s et les chômeurs/chômeuses. Dans la droite ligne de la politique menée depuis 2012, les choix économiques sont clairs -austérité et soutien au capital- et ne pourront en aucun cas apporter un début de solution à la crise et au chômage de masse. Mais la fuite en avant concerne aussi d'autres domaines : reculades sur le terrain écologique (abandon de l'écotaxe) ; renoncements multiples en matière d'égalité des droits (PMA, loi famille, droits de vote des étranger-e-s) ; discours xénophobes à l'égard des Roms et des Musulman-e-s ; mise en place d'une politique liberticide sous couvert de lutte contre l'antisémitisme et d'antiterrorisme ; multiplication d'interventions impérialistes et soutien total à la politique israélienne contre la population de Gaza.

A cela s'ajoute une véritable crise de régime d'une Vème république à bout de souffle et d'une « majorité présidentielle » de plus en plus étroite. D'où une crise politique d'une importance majeure qui s'est révélé dans toute son ampleur lors des élections municipales puis européennes. Les crises sociale et démocratique, la crise de la représentation politique sont le terreau

d'un abstentionnisme de masse et d'un vote FN qui s'ancre de plus en plus dans la société.

La montée du racisme en particulier contre les Maghrébin-es, Africain-es ou Roms, mais aussi un certain renouveau de l'antisémitisme en sont les symptômes inquiétants. Le sentiment d'une grande partie de la jeunesse et des couches populaires de ne plus se sentir représentée par la gauche, phénomène aggravé par les politiques menées aujourd'hui, en sont une cause majeure. Le FN en profite pour tenter de construire une hégémonie culturelle d'extrême droite qui remporte des succès dans le champ politique et maintenant dans la société.

Mais des éléments de résistances et d'alternatives existent aussi. Des évolutions sociologiques de longue durée ont fait reculer les attitudes ethnocentristes et autoritaires et ont amplifié les aspirations d'autonomie et d'égalité en particulier dans la jeunesse. Une nouvelle culture politique, non sans rapport avec l'autogestion, faite d'exigences démocratiques fortes, du refus de la personnalisation et de la délégation de pouvoir s'était déjà exprimée dans les révolutions arabes puis le mouvement des indigné-e-s, Occupy, etc. : elle se diffuse dans les diverses mobilisations.

Des expérimentations alternatives se multiplient pour proposer des manières différentes de travailler, de consommer et de vivre avec notamment la lutte victorieuse des FRALIB ou la lutte prometteuse des ex-Pilpa, les luttes à NDDL ou encore les Alternatiba qui essaient un peu partout. Ce sont des points d'appui majeurs pour la reconquête de l'hégémonie mais ils restent encore trop isolés, politique à une échelle de masse.

Projet et révolution longue, transition

Le mot «Alternative» et ses variantes, très fréquemment utilisé dans le contexte de la gauche de la Gauche mais avec des sens différents, désigne souvent l'alternative politique, d'autres fois un projet de société.

Regroupement de forces

Rassemble-t-on les citoyens autour de la construction d'un projet de transition, ou rassemble-t-on des forces politiques autour d'objectifs à court terme ?

Il nous faut respecter nos interlocuteurs militant-e-s et citoyen-e-s car, sans cela

pas d'autogestion. Il ne s'agit pas de rassembler des forces de manière non critique dans la résistance à l'austérité, au risque que ces forces se disloquent au moment des choix de transformation sociale... D'ailleurs, aujourd'hui, les citoyens ne s'engagent plus s'ils ne savent pas ce qui peut suivre...

Seul un projet, élaboré avec toutes et tous et confronté à l'expérimentation, permet de regrouper de manière durable des forces en accord avec sa cohérence.

Le projet des Alternatifs est un projet de transition...

Il n'est donc nullement question de renvoyer à plus tard la réalisation du projet. Nos utopies sont des utopies concrètes.

Pendant des aspects de notre projet présupposent des transformations dans le domaine du politique pour aller vers l'auto-administration, notamment une redéfinition de la citoyenneté et le développement de la démocratie, ainsi que des ruptures mais pouvant être expérimentées dans des espaces de liberté que nous pouvons ouvrir, en particulier par notre présence dans les collectivités locales.

... et un projet de transition écologique.

« La révolution longue est un processus qui n'a ni début ni fin, qui se vit dans le présent et procède par accumulation de pratiques et de réflexions collectives. Les Alternatifs n'attendent pas un grand soir mais une révolution qui enfonce ses racines dans le quotidien » (Concept défini au Congrès de Nantes 2000).

Il faut abandonner nos soucis d'efficacité et de croissance pour la diversité, la proximité et l'autonomie.

La transformation du mode de production dominant est en jeu et implique :

- des changements politiques et réglementaires de rupture (énergie, économie ...),
- la constitution progressive d'un fort mouvement social réunissant des travailleurs avec des citoyens/consommateurs et liant objectifs sociaux et écologiques,
- une intervention dans les secteurs clefs pour constituer des unités productives et des formes d'échange favorables aux nouvelles orientations (comme le mouvement coopératif). Cette intervention implique une évolution du système financier,
- la transformation du rapport à la production et à la consommation d'énergies en abandonnant le nucléaire,

• la transformation des rapports internationaux.

La transformation de l'économie n'est pas le tout de la transition ; elle s'en tient à la mise en rapport des produits et des besoins. Des activités non-économiques, comme l'aménagement du territoire, doivent revenir sous le contrôle des citoyen-ne-s pour établir des règles communes d'occupation de l'espace.

Il n'y a donc pas *une* planification économique ou écologique mais des processus de planification qui s'imbriquent.

Sans approche géographique Il n'y a pas d'approche écologique (zones humides, sols et leur artificialisation).

Cela impose une transformation de l'Etat et de l'activité politique elle-même comme décrite dans la Charte municipale et intercommunale des Alternatifs.

Le Front de Gauche en panne, mais « faire front » reste nécessaire

Le Front de Gauche, bien qu'ayant acquis et conservé un rôle central dans l'espace politique à gauche du PS, est aujourd'hui en difficulté, et peine à créer une dynamique vers un objectif clair.

Fondé en fonction d'échéances électorales, il n'a pas été en mesure d'organiser des campagnes d'ampleur, ni d'agréger, de façon durable et significative des secteurs militants au-delà des organisations qui le composent. Les déclarations des uns et des autres, réitérées à l'assemblée de rentrée du 6 septembre, pour « l'ouvrir largement », restent lettre morte. La question des « adhésions directes » reste en suspens, la vie des « fronts thématiques » est limitée. Le Front de Gauche reste en panne : pas de budget propre, pas d'expression publique permanente autour d'un site ou d'un journal, un fonctionnement minimal voire inexistant dans nombre de départements... Il s'en suit un étiolement des Assemblées citoyennes, des collectifs locaux...

Le Front de Gauche reste donc pour l'essentiel un cartel à vocation électorale. Sur ce terrain, il a connu sa plus grave crise depuis sa création avec les municipales de 2014. La confusion des positionnements du PCF, à géométrie variable suivant les villes, et les divisions qui s'en sont suivies, ont rendu son image illisible. Cette crise a laissé des traces importantes qui ne sont pas comblées aujourd'hui.

Malgré cette situation, le Front de Gauche a survécu et pu faire campagne en tant que tel à l'occasion des élections européennes. Mais il se stabilise à un socle de 6,33% qui, s'il n'est pas dérisoire, est loin de l'espoir qu'avait fait naître la campagne de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, avec un score à 2 chiffres (11,10%).

De son côté, actant une panne durable du Front de Gauche, le PG tente de contourner sa crise par une fuite en avant autour du lancement par Jean-Luc Mélenchon du « mouvement pour la 6ème république », en tentant de reproduire en France l'expérience de « Podemos » en Espagne. Cela passe par une forte relativisation du rôle des partis dans la période actuelle (une analyse que nous pourrions partager), mais en survalorisant de fait le rôle de « l'homme providentiel » ...

La possibilité réelle de voir se développer un mouvement populaire autour de l'exigence démocratique, « à froid » en dehors d'un mouvement social d'ampleur, peut être considérée comme très faible. Ainsi, cette initiative risque fort de créer un dérivatif dangereux pour la constitution d'un mouvement significatif face aux problèmes de la période. Certes la question des institutions en fait partie mais elle ne peut être isolée.

Malgré toutes ses difficultés, la nécessité de « faire front » interdit à toutes les composantes de tirer un trait sur le Front de Gauche. La nécessité de disposer d'une force de « résistance », comme celle d'apparaître dans la population comme une identité porteuse d'une alternative à la gauche du PS sont perçues par les diverses composantes comme un socle qu'il serait négatif de disperser. L'assemblée du 6 septembre l'a confirmé : tout le monde déclare vouloir « ouvrir largement » le Front de Gauche et s'adresser « au peuple » même si aucune décision concrète n'est prise pour y parvenir ...

Il est nécessaire de dépasser cette situation : au-delà des adhésions directes et de l'amélioration du fonctionnement et pour les favoriser, le FdG doit définir une stratégie et proposer des réponses crédibles et mobilisatrices dans la période. Cela passe par des assises pour enclencher un processus de travail/mobilisation sur le projet et sur des thèmes mobilisateurs : RTT, emploi pour tous et toutes, transition écologique, 6° République ...

Quel que soit le devenir du Front de

gauche, l'unité de la gauche de transformation sociale et écologiste se rassemblant dans sa diversité est indispensable.

Les Alternatifs sont donc favorables à ce que le mouvement Ensemble! poursuive sa participation à tous les niveaux du Front de Gauche, de l'assemblée citoyenne locale jusqu'à la coordination nationale, en passant par les fronts thématiques, en ayant toujours le souci de l'ouverture la plus large de celui-ci et de l'instauration d'une dynamique autour d'un projet et de propositions. Cette participation active n'est évidemment pas exclusive et n'empêche nullement des campagnes sur tel ou tel terrain avec des partenaires qui n'appartiennent pas à ce Front.

Ensemble! : une construction bien partie

Né en novembre 2013, Ensemble! est en passe de réussir son pari : celui de rassembler dans un même mouvement des courants politiques organisés partageant une réelle proximité d'idées et des militant-e-s syndicalistes, associatifs/ves n'appartenant à aucune composante, aux parcours distincts et aux cultures politiques différentes, rompant ainsi avec la tentative de créer une force à partir d'un seul courant politique hégémonique (comme ce fut le cas pour le NPA en 2009).

La tenue très régulière de collectifs nationaux d'Ensemble!, la 1ère université d'été dont le succès a été remarqué par l'ensemble des composantes politiques de la gauche de transformation, ont permis de se réapproprier une culture politique commune, celle d'une gauche radicale anticapitaliste et de commencer à dessiner une nouvelle culture politique, celle d'une gauche alternative en gestation se référant autant au rouge qu'au vert, autant au féminisme qu'à l'altermondialisme.

Sur le plan organisationnel, des progrès ont été réalisés (site, communication, trésorerie) permettant d'assurer un début de visibilité et de reconnaissance politiques. La candidature de Myriam Martin, tête de liste Front de Gauche dans la circonscription « ouest » à l'élection européenne de Juin 2014, a contribué à asseoir cette visibilité.

A cette occasion, dans leur diversité, les militant-e-s d'Ensemble! ont montré leur capacité collective à animer, avec d'autres, une campagne de masse, avec un résultat électoral honorable malgré la

jeunesse du Mouvement et les difficultés que le Front de Gauche a eues, au plan national, à entrer dans cette séquence électorale européenne. Et les tensions actuelles du Front de Gauche ont entraîné celles et ceux qui sous-estimaient l'importance d'une organisation spécifique de la gauche alternative à réévaluer sérieusement cet enjeu.

Ensemble! entend donc contribuer à sa mesure à la reconstruction d'un projet alternatif au système capitaliste et productiviste en « y intégrant les dimensions sociales, écologiques et démocratiques dans un même projet de luttes de classes émancipateur » en plaçant l'écologie au cœur de son projet de société et en réalisant la synthèse « du meilleur des traditions du mouvement ouvrier, communiste, socialiste, écologiste et républicain » et des « apports de luttes féministes et pour l'égalité des droits ».

La force politique nouvelle que cherche à construire Ensemble! se situe en rupture avec le modèle du « parti-guide » ou de « l'avant-garde » et s'efforce de promouvoir des relations horizontales, non hiérarchisées entre le mouvement politique qu'il veut incarner et les expressions dont se dotent les mouvements sociaux.

Un équilibre politique acceptable a donc été réalisé entre les militant-e-s qui ont fondé et se retrouvent dans Ensemble!, équilibre qui permet aux militant-e-s des Alternatifs qui défendent une orientation anticapitaliste et écologiste, autogestionnaire, féministe et altermondialiste de s'y investir pleinement.

Cette année d'expérimentation étant donc tout à fait positive pour Ensemble!, il devient alors possible pour les composantes politiques fondatrices d'envisager leur dépassement : C&A s'est dissout en février 2014, Unitaires (ex-GU) emportant une majorité des militant-e-s) s'y est très clairement engagé et le choix du dépassement a été confirmé en juin 2014 par la GA et la FASE.

En prenant majoritairement lors du précédent congrès la décision de participer à la création d'Ensemble!, les Alternatifs ont choisi de déployer à une plus grande échelle, les 2 axes stratégiques qui ont toujours été les leurs : l'unité de la gauche de transformation de la société et la construction d'un parti-mouvement de gauche alternative : solidaire,

écologiste, féministe, autogestionnaire et altermondialiste.

En ce sens, il n'y a nulle disparition des 4 piliers fondamentaux des Alternatifs. Il s'agit bien de leur prolongement et de leur développement dans un cadre élargi, permettant de peser autrement plus fort dans un contexte d'offensive libérale. Indépendamment de ce que sera l'avenir du Front de Gauche, la gravité de la crise systémique rend plus que jamais nécessaire le rassemblement de la gauche alternative en vue de contribuer à changer les rapports de force et à offrir la perspective d'une autre société.

Notre apport collectif hérité de notre histoire et de nos pratiques, est pris en compte par Ensemble ! et croise d'ailleurs des démarches de militant-e-s venant d'autres horizons politiques, associatifs ou syndicaux.

L'orientation politique en matière éducative travaillée par la commission Education des Alternatifs est en passe d'être très majoritairement reprise par Ensemble!. Les militants des Alternatifs, avec d'autres, ont été à l'origine de la création de la commission démocratie active et autogestion qui regroupe plusieurs dizaines de militant-e-s et l'Université d'été a consacré un moment central aux débats sur l'appropriation sociale et a permis de mesurer l'apport des expériences des SCOP, par exemple des ex Pilpa de « la fabrique du Sud » ou des ex Fralib de la toute récente SCOP-TI...

Bien évidemment, loin d'être achevé, Ensemble! reste un processus en construction. Des questions restent en suspens, des risques doivent être écartés, des débats demandent à être approfondis.

Ainsi dans un contexte d'incertitude sur l'avenir du Front de Gauche, l'initiative récente de la création du « Mouvement pour la 6ème République » représente un risque, celui de la captation de ce combat par un seul courant politique ou comme tremplin à une candidature présidentielle qui en finirait avec l'unité de la gauche de transformation. Nous considérons avec Ensemble! que seules des « assises » représentant l'arc de la transformation sociale et écologique sont à même de prendre en compte l'avancée que représente cette lutte.

Ensemble! s'est prononcé pour une organisation interne de type fédéral et les collectifs locaux d'Ensemble! sont autonomes. Un débat s'est cependant

engagé sur les degrés de fédéralisme et d'autonomie des groupes locaux, sur l'importance ou la relativisation de l'adhésion pour participer au Mouvement politique que représente Ensemble! Les Alternatifs peuvent dans ce débat faire connaître les acquis politiques majeurs que représentent leurs réflexions sur le parti-mouvement et au-delà les expériences du courant autogestionnaire.

Les textes adoptés jusqu'ici par Ensemble! reprennent pour l'essentiel des principes d'organisation qui nous sont proches. Dans la perspective du « congrès fondateur » de janvier 2015, les Alternatifs oeuvreront pour qu'Ensemble! se dote d'une charte politique et de statuts préfigurant la société autogestionnaire que nous voulons et confirmant ces principes démocratiques d'organisation : autonomie des collectifs locaux, recherche du consensus, droit à l'objection individuelle et collective, ouverture aux expérimentations...

Enfin, si la finalité d'une société autogestionnaire fait consensus au sein d'Ensemble!, la question de l'autogestion comme démarche et comme chemin, c'est-à-dire comme axe stratégique permettant d'engager des ruptures avec le système capitaliste et de donner à voir la société post capitaliste, doit encore être débattue et approfondie.

Au sein d'Ensemble! et ailleurs, nous continuerons à militer et à nous mobiliser avec d'autres mouvements, partis, comme nous l'avons fait depuis la création des Alternatifs, et par exemple, les écologistes radicaux, les objecteurs de croissance, libertaires, militantEs, des expérimentations autogestionnaires, dans des domaines comme les Foires à l'autogestion, les Alternatiba, et dans les nombreux collectifs locaux et nationaux... en nous appuyant sur nos piliers Autogestion, Ecologie, Féminisme, Solidarités.

Pour le dépassement des Alternatifs dans le mouvement Ensemble!

Cette période d'expérimentation nous a donc permis de vérifier que le processus de convergences des différentes forces qui composent Ensemble! est en bonne voie et devrait aboutir à l'officialisation de cette nouvelle force politique lors d'une Assemblée qui se déroulera du 30 janvier au 1er février 2015.

Nous souhaitons que les militant-e-s de notre mouvement confirment clairement le choix de notre participation à Ensemble!, choix déjà ratifié par la

majorité d'entre elles/eux lors de notre congrès de novembre 2013. Ce choix serait cohérent avec la volonté exprimée depuis la création des Alternatifs de son propre dépassement et de l'émergence d'une gauche alternative.

Si tel est le cas, et dans le respect de la minorité, les militants se retrouvant dans cette orientation pourront s'investir de façon plus active dans Ensemble!, les autres pourront mener à bien leur propre projet.

Le dépassement des Alternatifs dans Ensemble! ne signifie pas l'abandon de son patrimoine politique

mais sa poursuite dans un cadre élargi et rajeuni. La continuité de ce qui fait l'originalité de notre mouvement sera le fruit de notre contribution dans Ensemble! Au sein du nouveau mouvement, nous porterons notamment des thèmes qui nous semblent essentiels pour une véritable alternative émancipatrice : l'autogestion et la démocratie active comme stratégie pour répondre à la crise démocratique ; la RTT comme réponse à la crise sociale mais aussi pour ses dimensions féministes et écologistes ...

Parallèlement, en vue de développer les idées et pratiques autogestionnaires, nous proposons sur un autre terrain de conforter un réseau

pour l'alternative, l'autogestion et l'altermondialisme, largement ouvert, en mesure de garder une expression propre (à travers, par exemple, un journal/ revue qui pourrait prendre la suite de *Rouge & Vert*), et une capacité d'initiative (à travers, par exemple, l'organisation de rencontres).

Ce réseau n'a pas pour finalité d'être un courant interne («une tendance») figeant les débats et les positions au sein d'Ensemble. Il se veut ouvert à toutes celles et tous ceux, membres ou non d'Ensemble, qui considèrent que l'autogestion à la fois comme but, démarche et chemin est une des dimensions essentielles du projet politique d'une gauche alternative et altermondialiste.

A l'issue du congrès des Alternatifs en 2015, une réunion nationale de constitution de ce réseau sera organisée qui devra définir les objectifs, la forme du journal (papier ou numérique) qui sera le support spécifique de son expression, élire une(/des) équipe(s) chargée(s) du journal et de l'animation du réseau, établir le montant des cotisations permettant d'assurer son existence. Une (ou des) assemblée(s) générale(s) annuelle(s) des membres de ce réseau se tiendront pour faire un bilan et tracer des perspectives pour promouvoir toutes initiatives alternatives, autogestionnaires et altermondialistes. ■

Texte d'orientation voté par le Congrès du 14 Décembre 2014
Pour 67,55% Contre 27,73% Abstention 4,72%

APPEL AUX ADHERENT-E-S DES ALTERNATIFS

**Le congrès des 13 et 14 décembre 2014 appelle les adhérentEs des Alternatifs à participer à la prise en charge des dépenses du premier trimestre -jusqu'au congrès du 15 mars, notamment au financement de ' Rouge et Vert' pour cette période, et ce par une contribution de 10 euros minimum en fonction de leur revenu (chèque AF Alternatifs)
L'objectif est de couvrir des dépenses à hauteur de 30.000 euros**

Compte rendu du congrès des Alternatifs.

Le congrès s'est déroulé les 13 et 14 décembre 2014 à Paris. Deux orientations étaient en présence.

Rouge&Vert rend compte des principaux votes, publie le texte adopté et le point de vue du courant minoritaire.

Un nouveau congrès, le 15 mars au FIAP à Paris, tirera les conclusions de notre processus de débat.

Résultats des votes du congrès des 13 et 14 décembre 2014

• Rapport d'activité

Pour	Contre	Abstention
69,72%	7,26%	23,03%

• Quitus au trésorier

Pour	Contre	Abstention
82,75%	3,83%	13,42%

• Textes d'orientation

- TEXTE 1	66,47%
- TEXTE 2	27,89%
Abstention	5,64%

• Article dissolution à ajouter aux statuts

- Décision de dissolution doit être votée aux deux tiers	35,96%
- Décision de dissolution doit être votée aux trois cinquièmes	58,36%
Abstentions	5,68%

• Modification des statuts ajout d'un article
La dissolution des Alternatifs peut intervenir par un vote favorable aux trois cinquièmes (prenant en compte les pour, les contre et les abstentions)

- Pour	62,42%
- Contre	33,33%
- Abstentions	4,24%

• Vote global sur le texte de résolution amendé

Pour	Contre	Abstention
67,55%	27,73%	4,72%

Conjuguons ensemble l'avenir !

Nous voici dans la dernière ligne droite du congrès qui doit conduire à régler la question de l'avenir de notre mouvement. Une petite moitié des adhérent-e-s donne son accord pour l'entrée dans Ensemble-Mages! Un bon tiers choisit de continuer les Alternatifs, fussent-ils "reconstruits", rénovés, restaurés, bref tirant les leçons des deux derniers congrès, de l'actualité politique nationale et européenne, de l'état de nos forces et de nos mobilisations locales. Le 1/5 restant ne prend part aux votes et nous le comprenons: enjeux obscurs pour certains, avec lesquels d'autres ne se retrouvent pas, "**Ces débats-là ne m'intéressent pas**, a écrit l'un de nous, **seules comptent pour moi les valeurs qui m'ont conduit à m'engager avec Les Alternatifs !**". Soit encore – diraient les mauvaises langues – parce que certain-e-s camarades n'ont pas le téléphone... En apparence le congrès s'est déroulé selon ce qui était prévisible, mais **cela arrive dans des**

conditions sacrément différentes. Et qui modifient grandement le champ des possibles.

A l'époque, parmi les 45% à souhaiter le maintien, une partie importante aurait refusé que le prix à payer du maintien soit la séparation. Et puis une séparation pour quoi faire ? **Aujourd'hui, grâce au travail que nous avons fait, en particulier à (et depuis) Vaulry cette question s'est clarifiée.** Il y a eu l'article publié dans *Rouge&Vert*#382. Il y a eu notre motion et nos contributions. Il y a eu les débats dans nos fédés, nos groupes locaux et sur nos listes. Cela comptera pour la suite...

Le 15 mars, une décision sera prise. Il appartient à chacun de se mobiliser pour transformer l'essai du 10 décembre. En effet de fortes réserves se sont exprimées, y compris dans les rangs de la motion 1, sur l'éventuelle dissolution. Une dissolution pourquoi faire? Et la seule réponse apportée, l'est hors congrès: nous devons nous dissoudre pour faire comme les autres composantes d'Ensemble! Il faut donc "s'aligner": drôle de façon de prôner la diversité dans la société, la liberté de penser, d'agir ! Serions-nous devenu-e-s une variable d'ajustement sur l'autel de l'Unité ? Difficile à avaler, dans notre mouvement !

Depuis le congrès, des interrogations continuent à se faire jour, parfois sur nos listes. Nous en extrayons deux passages : ils semblent tout droit sortis des écrits de la motion 2. Leurs auteurs sont partisans, certes "dubitatifs", de l'entrée dans E !

"De quoi avons-nous besoin aujourd'hui ? A mon avis, de perspectives de vie, d'une certaine stabilité, d'être rassuré-e-s, et de concret pour agir. La force du monde capitaliste aujourd'hui est d'entretenir l'incertitude de l'avenir, et de proclamer la certitude qu'"il n'y a pas d'alternative". S'ancrer dans les luttes qui proposent aujourd'hui un autre monde me semble être une obligation. Et participer à la réflexion sur ce nouveau monde se fera de l'intérieur de ces mouvements (ZADs, Alternatiba, ...). "

"Un gros travail reste à mener sur l'ouverture vers les gens ne

disposant pas d'une culture politique marxiste très carrée, vers ceux qui refusent les calculs politiques stratégiques, vers ceux qui ne veulent pas "faire de la politique", vers ceux qui recherchent convivialité et débats plus qu'organisation et réunions, etc. "

... Et alors qu'une discussion sur la possibilité d'une scission aurait permis de sortir par le haut de nos débats, nous nous sommes englués dans un vote fermé, un mandat impératif mortifère qui a donné à notre congrès une saveur inédite. Mais il est ressorti des débats une réelle volonté de laisser vivre une alternative à la dynamique illusoire de l'union électorale de la gauche. La leçon des indignés d'Espagne et de Grèce nous montre que Podemos et Siryza ne sont pas l'œuvre de holding de micro partis de gauche, mais sont fondés sur des mouvements citoyens: la radicalité se trouve au plus près des préoccupations de la vie quotidienne et pas dans une pseudo radicalité théorique d'une avant-garde éclairée. Il nous reste deux mois pour sauver un endroit qui pourrait porter la parole de ces expressions politiques, de ces façons de voir l'avenir qui respecte la femme, la nature, et la liberté de chacun dans la communauté. Le féminisme et l'écologie radicale sont abandonnés par tous les partis, ou ensemble de partis; Ce sont les sujets les plus ardues, les plus difficiles à porter parce qu'ils supposent de déconstruire des siècles de mythes et de certitudes jusque chez les plus éclairés de l'avant-garde! Ce sont ces deux axes qui peuvent fonder durablement une réflexion riche et structurante sur une société juste et autogestionnaire. Seuls les Alternatifs sont encore capables de faire ce travail. Il faut donc organiser la transmission de cet héritage et le faire fructifier en prenant en compte l'actualité tant à l'interne qu'à l'externe. ■

Notre journal Rouge&Vert

Que va devenir Rouge&Vert ? Qu'il y ait ou non dissolution, nous tenons à ce journal qui existe depuis longtemps et qui a sa place.

Nous sommes nombreuses et nombreux à estimer que nous avons besoin d'un lieu de débats et de partage, et pour cela, à vouloir maintenir les Alternatifs (avec toutes les transformations nécessaires).

Maintenir notre parti mouvement, fondamentalement rénové dans sa structure et son fonctionnement. Pour cela, pour partager nos pratiques, pour approfondir notre recherche de méthodes nouvelles, du consensus, nous avons besoin de supports matériels : outils internet de débats, publications locales, mais aussi un journal à vocation plus large.

Il faut donc conserver Rouge et Vert comme le journal des Alternatifs. Au fil du temps, il a conquis sa place, même si elle reste modeste. Il doit poursuivre sa tâche d'explication et de mise en lumière de nos piliers, les valeurs que nous partageons, que nous soyons pour ou contre l'adhésion à Ensemble. C'est d'autant plus important que ces valeurs ne sont pas bien représentées ou développées dans Ensemble.

L'émotion suscitée par l'attentat contre Charlie Hebdo montre combien l'existence d'une expression libre et d'une presse militante est importante!

Sans doute faut-il revoir le journal. Peut-être faut-il faire des ajustements de parution, réduire le nombre de pages, adopter un format plus modeste ? Peut être l'éventualité d'une édition numérique, avec possibilité d'imprimer localement est-elle une piste à explorer ? Tout cela sera à discuter, puisque sont déjà prévus trois numéros – dont celui-ci, jusqu'au congrès de Mars.

Nous nous y attellerons. Soutenez-nous ... ■

Parce que nous ne baisserons pas les bras, Parce que les événements de cette semaine ont confirmé l'urgence de nous ancrer dans la réalité quotidienne, dans les luttes qui proposent aujourd'hui un autre monde, de nous confronter à celles et ceux qui pensent et agissent pour construire ce monde, pour un mode de faire qui rassemble,

Vous voulez partager cette aventure ?

Prenez contact :

mail: contact-maintenu@alternatifs.org

Europe : Alternative ou barbarie

Le 1er janvier 2015, la Lituanie a été le 19ème pays de l'Union européenne à adopter l'euro. Sans flonflon.

Ereintés par les programmes d'austérité successifs, de réformes structurelles en réformes structurelles, avec aujourd'hui un salaire minimum fixé à 290 euros/mois et un salaire moyen aux environs de 500 euros, une majorité des lituaniens considère déjà à juste titre qu'elle n'en a rien de bon à attendre.

Avec plus de 25 millions de chômeurs – chiffres de la Confédération européenne des syndicats décembre 2014 -, l'Union européenne ne cesse de s'enfoncer dans la crise. Et l'annonce par Junker de 315 milliards d'investissements (supplémentaires et théoriques) sur trois ans sensés « relancer la croissance » n'y changera rien. Car l'UE est avant tout malade de ses propres choix politiques qui conduisent à une explosion des inégalités et à des atteintes et menaces pour l'environnement à un niveau jamais atteint, au bénéfice exclusif d'élites vivant dans un univers mondialisé inaccessible, économiquement et culturellement, au peuple.

Les dirigeants politiques de droite et socio-démocrates, électoralement concurrents mais unis, y compris pour gouverner, dans une même soumission à la "modernisation" capitaliste et à ses mentors FMI, BCE et UE, (« Simplifier la vie des entreprises pour redresser la compétitivité », thèmes ressassés en France par Hollande et Valls et qui se traduisent par le pacte de compétitivité et la loi Macron) nourrissent un rejet et une crise politique sans précédent au niveau des 28 pays membres de l'UE.

Faute d'alternative progressiste et solidaire, outre l'explosion de l'abstention, se libèrent alors, sur fond de quête identitaire, d'antisémitisme et de racisme antimusulmans, des espaces nauséabonds où l'extrême-droite prospère et tisse des passerelles multiples avec la société toute entière. Au point de postuler au pouvoir, comme c'est le cas avec "notre" Front National ou avec le Parti du Peuple au Danemark.

Délitement et misère sociale, repli identitaire et violence raciale d'un côté, solidarité, égalité et fraternité de l'autre : qu'est-ce que sera demain, le début ou la fin ? Pour partie, la réponse nous

appartient. Et c'est pourquoi il est si important de porter nos regards – et notre solidarité – vers la Grèce (lire p12) et l'Espagne (p15), vers Syriza et Podemos.

Dans ces deux pays particulièrement frappés par les contre-réformes diligentées par Bruxelles et la Commission européenne et mis en œuvre par leurs interchangeable gouvernants, droite et PS, la colère s'est traduite en résistance de masse, largement auto-organisée, qui a porté la montée de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) en Grèce et du mouvement altermondialiste Podemos dans l'Etat espagnol



Alexis Tsipras (Syriza) et Pablo Iglesias (Podemos)

- avec son manifeste « Prendre les choses en main : convertir l'indignation en changement politique ». Au point, là encore mais à gauche cette fois, de postuler également au pouvoir.

Syriza comme Podemos sont des mouvements jeunes, des fronts, souvent hétérogènes, où le débat est vif, avec des liens historiques, culturels et politiques nombreux avec le "vieux" mouvement ouvrier (l'appartenance de leurs élus européens au Parti de la Gauche Européenne en est le signe) mais aussi d'importantes ruptures, dans la foulée du mouvement des indignés et de la reprise des entreprises en autogestion, qui ont su rassembler des dizaines de milliers de militant-es, notamment dans la jeunesse, et redonner l'espoir à leurs peuples.

L'échéance électorale du 25 janvier prochain en Grèce a une importance bien au-delà de ce pays. Une victoire de Syriza ouvrirait (ouvrira) un changement dans tous les domaines « qui exige et impose un conflit avec des intérêts

puissants » comme l'a réaffirmé Alexis Tsipras au lendemain de l'échec de la candidature de Dimas à la présidence du pays. « Un conflit », aussi « avec des politiques et des milieux qui considèrent que notre souveraineté est limitée ou

Avec Syriza et Podemos, un vent nouveau se lève sur l'Europe, porté par les nouvelles générations.

« négociable ». Ce "conflit" est déjà une hostilité affirmée et une guerre ouverte contre ces mouvements et leurs leaders, à qui rien ne sera épargné.

Les dirigeants de l'Union européenne, et les capitalistes qu'ils servent et soutiennent, mobilisent ainsi tous leurs moyens politiques et médiatiques pour discréditer par le chantage et la peur et tenter de bloquer la montée de la coordination de la gauche radicale - acronyme de Syriza - et d'empêcher sa victoire électorale. Comme elle fera demain pour déstabiliser un futur gouvernement Syriza et le forcer à passer sous ses fourches caudines. Avec l'extrême-droite aux aguets - une extrême-droite ouvertement néo-nazi en Grèce avec Aube Dorée, fortement présente dans la police et l'armée - et prête à jouer son rôle de chien de garde du capital en multipliant provocations et violences.

Rien n'est donc gagné, pas même les élections du 25 janvier prochain en Grèce, mais, avec Syriza et Podemos, un vent nouveau se lève sur l'Europe, porté par les nouvelles générations. Il conforte les résistances populaires et solidaires, les expérimentations autogestionnaires, et, articulant mobilisations sociales, convergence politique et dynamique électorale, il est désormais l'espoir de tout un peuple et de sa jeunesse. Notre espoir. Notre combat. ■

Julien DOUILLARD

Les samedis **TREMA**
Thèmes de réflexion écologie, mouvements, autogestion
A l'initiative de l'Association des Amis de Tribune Socialiste (journal du PSU)

au CICP 21 ter, rue Voltaire Paris 11^e

Le samedi 7 février 2015

Crises agricoles et alimentaires
Les réponses de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie

de 14 h 30 à 18 h 00
avec
Michel BUISSON, agronomiste
Marc DUFUMIER, agronome
Claude GIROD, Via Campesina

L'avenir est en marche

“L'avenir est en marche”. C'est avec cette phrase que Alexis Tsipras, leader de Syriza a inauguré la campagne pour les élections législatives anticipées qui auront lieu le 25 janvier. Elle dit l'essentiel de ce moment crucial puisque pour la première fois en Grèce, mais aussi en Europe, un parti de la gauche radicale pourra très probablement gouverner.

Coalition de plusieurs composantes, Syriza est devenu parti en juillet 2013 après sa fulgurante progression pendant les législatives de 2012 où il est passé de 4% à 27% des suffrages en raison de ses liens très étroits avec le mouvement des places et de son éloignement sans concession d'avec les socialistes.

Il est actuellement crédité de 30% des intentions de vote, ce qui lui permettrait d'obtenir la majorité absolue car, selon la constitution, le parti qui arrive en tête des suffrages bénéficie de 50 sièges (sur 300) à l'Assemblée.

Cette éventualité de rupture avec les politiques d'austérité imposées au pays par la Troïka¹ est arrivée d'une manière anticipée quand le gouvernement actuel de la Nouvelle Démocratie (droite dure) et du Pasok (socialistes) s'est trouvé devant la demande des Troïcans d'imposer un nouveau plan d'austérité, au moment même où celui-ci déclarait que l'embellie économique du pays (!) permettrait le retrait définitif de la Troïka.

Pour la première fois en Grèce, mais aussi en Europe, un parti de la gauche radicale, avec un vrai programme de classe destiné aux les damnés de la crise pourra très probablement gouverner.

Comment présenter alors à l'Assemblée ce nouveau Mémoire, nom donné aux plans d'austérité, sans se discréditer ? Il a fallu précipiter l'élection du président de la République par les députés, surtout qu'il y avait tout un plan de tentatives de corruption de ceux-ci et d'achat de leurs voix. C'est après l'échec de cette élection que, comme prévue par la Constitution, l'Assemblée a

été dissoute et les élections législatives annoncées.

Depuis, la rhétorique de la peur devant le chaos que présenterait un gouvernement de gauche et une avalanche de contre-vérités sont les seuls arguments utilisés afin d'éviter la victoire de Syriza et ceci à la fois à l'intérieur du pays, mais aussi par les ténors de l'Union européenne.

En effet, le programme de Syriza, annoncé à Thessalonique en septembre, s'oppose et annule les Mémoires avec comme ligne rouge non négociable les intérêts du peuple grec. C'est la première fois qu'un programme électoral



préconise des mesures d'urgence en faveur des victimes de la paupérisation extrême qui frappe la moitié de la population.

Cette partie du programme, un vrai programme de classe destiné à ceux que Panagiotis Grigoriou (voir encadré) appelle « les damnés de la crise » prévoit des coupons d'alimentation, des repas pour les écoliers dans les cantines, le rétablissement du courant électrique, la couverture sociale dont les chômeurs sont exclus et les transports gratuits.

Le deuxième chantier inclut principalement le rétablissement des conventions collectives, la hausse du Smig au niveau où il était avant 2010, c'est-à-dire à 751 euros et l'affranchissement fiscal à hauteur de 12000 euros et non pas abaissé à 5000 euros comme c'est le cas actuellement. En même temps, la renégociation de la dette fait partie du programme ; celle-ci est actuellement insoutenable en

s'élevant à 175% du PIB au lieu de 115% en 2010, en raison des prêts consentis au pays afin d'honorer les intérêts qui enrichissent les créanciers. Un moratoire sur le paiement des intérêts va de pair avec la demande de Syriza que cette renégociation prenne comme modèle ce qui a été demandé à l'Allemagne en 1953 et la réclamation que la dette de l'Allemagne lors de l'occupation nazie du pays (1941-1944) soit réglée. Le quatrième chantier consiste à tenter de sortir de la récession et à faire face au chômage massif en mettant en place des investissements publics orientés vers des besoins sociaux et environnementaux.

Devant les pressions et menaces exercées par les gouvernements européens et le néolibéralisme financiarisé qui régit les directives de l'Union européenne, la nécessité d'un soutien international au peuple grec et à Syriza pendant la courte période électorale et surtout après le 26 janvier est évidente, car un gouvernement de la gauche radicale en Grèce est un espoir pour les peuples d'Europe afin de commencer à briser l'édifice austéritaire. Le mot d'ordre « Avec les Grecs : changer l'Europe » pourrait être une utopie concrète et réalisable. ■

Lena GRIGORIADOU

1. Fonds Monétaire International, Banque européenne, Commission européenne

Panagiotis Grigoriou, ethnologue et historien, tient depuis 2010 un blog, intitulé Greek Crisis, où l'on trouve des commentaires de l'actualité grecque et des dessous de la crise, rédigés avec verve et dans un style vif, personnel et original.

Une grande partie des articles de son blog a été publiée en 2013 dans son livre ; La Grèce Fantôme. Voyage au bout de la crise 2010-2013, Editions Fayard.



ALLEMAGNE

La digue tient, pour le moment..

Dans une Europe travaillée par les formations d'extrême droite ou de droite extrême, xénophobes et islamophobes, l'Allemagne est restée relativement épargnée. L'Histoire de ce pays, le travail critique qui y a été accompli après la guerre ont évidemment joué un grand rôle. Les tensions sociales et les peurs identitaires qui traversent l'ensemble du continent ne l'épargnent pas, mais la parole politique d'extrême droite est restée longtemps marginalisée et rejetée.

Le NPD, parti d'extrême droite fondé en 1964 a connu des succès conjoncturels ou dans quelques Länder de l'ancienne RDA, mais n'a jamais pu accéder au Bundestag. Un de ses représentants a été élu au Parlement européen en 2014, mais avec 1 % des suffrages... Ses liens avec la myriade de groupuscules ultra-nationalistes et avec la scène néo-nazie dans la jeunesse sont avérés.

Il conteste la "culture de la culpabilité" dans la société allemande ce qui le conduit à cultiver des positions révisionnistes. Autres éléments : la défense d'une « communauté populaire allemande » contre l'immigration, le durcissement du droit d'asile et une articulation entre nationalisme et antilibéralisme avec le slogan "Sozial geht nur national" (le social ne peut être que national). Son extrémisme lui laisse peu de chances de sortir de la marginalité politique, mais il peut s'insérer dans des processus de radicalisation dans la société.

La brève tentative des Republikaner, pour partie issus de la droite de la CSU (parti social-chrétien dominant en Bavière) de construire dans les années 80 une droite "décomplexée" s'est rapidement soldée par un échec.

Dans la période la plus récente, plusieurs éléments peuvent aboutir à remettre en cause le postulat de base de la politique allemande qu'est l'impossibilité d'un parti significatif à droite des chrétiens-démocrates.

L'émergence en 2013, puis le développement rapide, de l'AfD (Alliance pour l'Allemagne) est un processus complexe. Ce parti est issu pour partie de secteurs droitiers de la démocratie-chrétienne et de personnalités du monde économique. Il se définit d'emblée

comme un parti modéré mais antiEuro. Position radicalement nouvelle dans un pays où la critique du passé nazi s'est appuyée à la fois sur l'idée de la nation comme identité constitutionnelle et sur une acceptation a-critique de la construction européenne comme horizon post-national.

Le parti considère que l'Allemagne a trop payé pour les autres, et réclame le retour au D Mark, enfin il se réclame d'une Europe des Etats.



Le premier succès majeur pour AfD a été obtenu aux Européennes de 2014 avec 7 % des suffrages et sept élus.

Son profil est évidemment éloigné de celui des formations de droite extrême en Europe, mais il est inévitablement traversé par la tentation de capter en partie la poussée anti-immigration qui se manifeste dans la société, notamment pour élargir sa base sociale dans une partie des classes populaires.

Car dans la société se manifestent des tendances à la radicalisation identitaire, accentuées par la peur de

flux d'immigration en nette hausse et de l'activisme de certains courants salafistes qui, il y a quelques mois, ont affronté dans la rue les partisans de la lutte du peuple kurde, notamment lors de manifestations initiées par le PKK.

Les premiers symptômes, assez marginaux, sont l'émergence de mouvements comme HoGeSa (Hooligans contre les Salafistes) qui, notamment à travers une forte présence sur les réseaux sociaux, ont mobilisé une coalition de supporters souvent violents et de groupuscules d'extrême droite avec pour objectif de « reprendre la rue aux islamistes ».

Plusieurs milliers de personnes ont ainsi manifesté parfois violemment l'automne dernier dans l'Ouest du pays. Le risque potentiel de ce processus est de constituer une base militante durable pour les néo-nazis.

Une large coalition perdure contre cette poussée, regroupant les secteurs Antifa et, très au delà, les Eglises et partis politiques.

Cette coalition est confrontée à de nouveaux défis par le mouvement Pegida.

Celui-ci reste pour le moment ancré principalement à Dresde, en Saxe, où l'extrême droite est présente, il se développe au cœur même de la population. S'expriment en vrac le refus de l'immigration et des « abus du droit d'asile », l'exigence d'une "tolérance zéro" contre les groupes religieux radicaux, la crainte de l'islamisation de la société allemande. Une protestation qui se traduit parfois de manière déroutante, comme la reprise par la foule de chants de Noël comme *Stille Nacht*.

Ce phénomène d'identification collective contre l'immigration et l'Islam entre en résonance avec ceux observés dans d'autres pays européens. Le phénomène reste marginal dans la rue ailleurs qu'à Dresde, et des manifestations importantes s'y opposent au nom du "vivre ensemble" dans plusieurs villes. Mais des enquêtes d'opinion révèlent un potentiel important de sympathie pour les thèses de Pegida dans toute l'Allemagne.

La digue tient encore, pour le moment. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Un changement d'Eire

Les regards de la gauche européenne sont tournés vers la Grèce et l'Espagne, vers Syriza et Podemos (ce qui, au demeurant, doit donner un drôle de regard, façon strabisme très divergent).

Il conviendrait sans doute d'ajouter à la liste des pays où la crise européenne tire à gauche la situation politique de la république Irlandaise. L'Eire semble en effet sortir de 90 années d'engourdissement des confrontations politiques : après la guerre civile (1924) qui avait vu s'affronter nationalistes partisans d'un accord de paix avec l'Angleterre (au prix du renoncement aux comtés industrialisés d'Ulster, de l'allégeance à la couronne britannique et de l'engagement à protéger les intérêts des groupes industriels et des grandes propriétés) et républicains opposés à l'accord (persuadés que la séparation de l'île serait durable, qu'aucune république ne verrait le jour, et que l'espoir d'une révolution sociale s'envolerait avec les accords), les deux positions s'étaient à nouveau confrontées durant la guerre d'Espagne (Il y eut des volontaires dans les deux camps).

Puis le pays s'endormit et les deux principaux partis (les gaullistes à l'irlandaise du Fine Gael et les démocrates chrétiens du Fianna Fáil) se sont mit à extrêmement se ressembler au fil des alternances, au point de donner l'illusion d'un seul parti libéral, adepte de la dérégulation et du dumping fiscal,

Un tiers des députés européens irlandais élus lors des dernières élections siègent au sein de la GUE. Pour les prochaines législatives, un tiers des électeurs voterait hors des partis parlementaires et un quart pour le Sinn Féin.

définitivement à la tête du "Tigre celtique".

Le tigre tondu

Puis la crise a percuté l'Irlande. Elle a pulvérisé socialement le pays. Non seulement directement, mais aussi par le traitement de choc imposé par la troïka. « Imposé » est bien le mot. Une commission d'enquête de l'Oireachtas' a convoquée la BCE (qui refuse de répondre à la convocation) pour clarifier son rôle en 2010. Le gouvernement irlandais envisageait alors un défaut

partiel des banques irlandaises, (une faillite "ordonnée" aux dépens des créanciers) ; hypothèse inacceptable pour les dirigeants français, allemands et pour la BCE. Jean-Claude Trichet adressa même alors au ministre des Finances irlandais (en novembre



2010) un ultimatum. La BCE y menaçait de couper le robinet de liquidités des banques irlandaises faute d'accord du gouvernement sur le "plan de sauvetage".

Le courrier posait quatre conditions: que le gouvernement irlandais accepte « par un consentement écrit » un « soutien financier de l'Eurogroupe », c'est à dire, l'appel à la Troïka, avec demande de « consolidation budgétaire », de « réformes structurelles » et de restructuration du secteur financier.

Dublin finit par accepter ce " plan de sauvetage " comprenant une participation irlandaise de 17,5 milliards d'euros (les réserves du trésor et le fonds national des retraites). Cela s'est mécaniquement traduit par une cure d'austérité sans précédent.

Maintenant

Pour les économistes, l'Irlande sortirait

de la crise. Pour les Irlandais cela n'a rien d'évident.

Ils l'ont fait savoir lors des élections européennes de 2014. Sur les 11 parlementaires que Dublin envoie à Bruxelles, les deux partis hégémoniques n'ont plus que 5 députés (avec 44% des votes). Les travaillistes paient au prix fort leur participation à l'application de la cure libérale (passant de 13,9% à 4,9%). C'est le Sinn Féin (avec 20% et 3 députés) qui sort grand vainqueur de la séquence électorale. Ajoutons les 24% des votes pour les candidats indépendants (3 élus, dont L.Flanagan, qui a fait campagne pour la légalisation du cannabis et contre les pratiques de la police irlandaise et Nessa Childers, ex-figure de la gauche des Verts. Ces deux élus siègent, comme les élus du Sinn Féin, au sein de la GUE).

Voilà le portrait d'un paysage politique en crise.

Le Sinn Féin et People before profit, l'avenir de la gauche irlandaise ?

Le Sinn Féin, qui a longtemps été l'excroissance politique du Sinn Féin nord-irlandais, base arrière pour l'IRA, dont les apparitions en république était

Le vote Unique transférable

Le mode de scrutin irlandais nous paraîtra délicieusement exotique : les électeurs ne votent pas pour un candidat ou une liste, mais font un classement de plusieurs candidats selon un ordre de préférence. Quand un candidat obtient le quota de voix nécessaires à son élection, les bulletins de vote supplémentaires sont reportés vers les candidats suivants sur la liste. Le résultat est à l'inverse du système majoritaire. Il assure la diversité.

plus centrées sur les commémorations des martyrs de la cause indépendantiste que par son travail social a évolué au cours de la décennie. Il a été le seul groupe parlementaire du Dáil Éireann (le parlement) à se mobiliser contre la socialisation des dettes des banques et contre la troïka. Et cela a payé. Le SF s'est renforcé . Il est devenu le premier parti d'Irlande (dans les sondages uniquement). Le

Une leçon de stratégie de Podemos

Sinn Féin est donc devenu le parti à abattre. Et la campagne (mélange de désinformation, de caricatures², et de vieux scandales exhumés fort opportunément) a payé : le SF a un peu baissé dans les sondages. Mais pas au bénéfice des partis traditionnels, mais à celui des associations citoyennes et petits partis de gauche.

Un tiers des électeurs annonce vouloir voter hors des partis parlementaires. Des coalitions d'extrême-gauche, comme People Before Profit, commencent à engranger un nombre appréciable d'intentions de vote. En fait, ce sont toutes les structures impliquées dans l'opposition aux "réformes" liées à la crises qui bénéficient de ces bons sondages.

Après les manifestations d'envergure contre les baisses des retraites et des salaires des fonctionnaires, les dernières manifestations concernent l'eau qui deviendrait payante (et partiellement privée) se sont multipliées. La dernière en date réunissant 120 000 manifestants d'après la chaîne nationale RTE1 (pour 6 millions d'habitants, c'est pas mal, tout de même !). Le Sinn Féin et People before profit sont en pointe dans cette bataille.

La pression européenne est devenue une question centrale dans ce pays historiquement europhile. Les enjeux nationaux sont aussi lus à l'échelle du sous-continent. *An Phoblacht* ("la République"), le journal du Sinn Féin, se réjouit de la possible victoire de Syriza qui "remettrait en cause l'orientation libérale et militariste de l'Union Européenne". Tout comme en Espagne et en Grèce, la crise Irlandaise remet en cause le modèle libéral européen pour y opposer des contre-projets de gauche. ■

Mathieu COLLOGHAN

1.L'Oireachtas regroupe la présidence, le Dáil Éireann (parlement) et le Seanad Éireann (le Sénat)

2.Le Sinn Féin est présenté dans les médias à la fois comme une dangereuse organisation marxiste (défendant le droit au mariage des homosexuels, le planning familial, les droits des étrangers, la régularisation des sans-papiers, la hausse radicale des impôts et des nationalisations) et une organisation proche de l'extrême-droite (de Ukip et du FN). En fait les attaques sont tellement nombreuses et de tous types qu'on peut douter de leur impact.

Extraits d'une intervention de Pablo Iglesias lors d'un débat en Aout 2014. Le porte-parole de Podemos répond à une interpellation : pourquoi n'utilisez vous jamais le terme "prolétariat" ?

” Je sais pertinemment que la clé pour comprendre l'histoire des cinq siècles passés est l'émergence de catégories sociales spécifiques, appelées "classes". Laissez-moi vous raconter une anecdote. Quand le mouvement des Indignés a commencé, sur la place de la Puerta del Sol, des étudiants de mon département, le département de sciences politiques de l'Université Complutense de Madrid, des étudiants très politisés (ils avaient lu Karl Marx et Lénine) se confrontaient pour la première fois de leur vie à des gens normaux.

Ils étaient désespérés : *"Ils ne comprennent rien ! On leur dit qu'ils font partie de la classe ouvrière, même s'ils ne le savent pas !"* Les gens les regardaient comme s'ils venaient d'une autre planète. Et les étudiants rentraient à la maison, dépités, se lamentant : *"ils ne comprennent rien"*.

[A eux je dis], *"Ne voyez-vous pas que le problème, c'est vous ? Que la politique n'a rien à voir avec le fait d'avoir raison ?"* Vous pouvez avoir la meilleure analyse du monde, comprendre les processus politiques qui se sont déroulés depuis le seizième siècle, savoir que le matérialisme historique est la clé de la compréhension des mécanismes sociaux, et vous allez en faire quoi, le hurler aux gens ? *"Vous faites*

partie de la classe ouvrière, et vous n'êtes même pas au courant !"

L'ennemi ne cherche rien d'autre qu'à se moquer de vous. Vous pouvez porter un tee-shirt avec la faucille et le marteau. Vous pouvez même porter un grand drapeau, puis rentrer chez vous avec le drapeau, tout ça pendant que l'ennemi se rit de vous. Parce que les gens, les travailleurs, ils préfèrent l'ennemi plutôt que vous. Ils croient à ce qu'il dit. Ils le comprennent quand il parle. Ils ne vous comprennent pas, vous. Et peut-être que c'est vous qui avez raison ! Vous pourrez demander à vos enfants d'écrire ça sur votre tombe : *"il a toujours eu raison – mais personne ne le sut jamais"*.

En étudiant les mouvements de transformation qui ont réussi par le passé, on se rend compte que la clé du succès est l'établissement d'une certaine identification entre votre analyse et ce que pense la majorité. Et c'est très dur. Cela implique de dépasser ses contradictions. Croyez-vous que j'aie un problème idéologique avec l'organisation d'une grève spontanée de 48 ou même de 72 heures ? Pas le moins du monde ! Le problème est que l'organisation d'une grève n'a rien à voir avec combien vous ou moi la voulons. Cela a à voir avec la force de l'union, et vous comme moi y sommes insignifiants.



Un mauvais rêve devenu réalité !

Vous et moi, on peut souhaiter que la terre soit un paradis pour l'humanité. On peut souhaiter tout ce qu'on veut, et l'écrire sur des tee-shirts. Mais la politique a à voir avec la force, pas avec nos souhaits ni avec ce qu'on dit en assemblées générales. Dans ce pays il n'y a que deux syndicats qui ont la possibilité d'organiser une grève générale : le CCOO et l'UGT. Est-ce que cette idée me plaît ? Non. Mais c'est la réalité, et organiser une grève générale, c'est dur.

J'ai tenu des piquets de grève devant des stations d'autobus à Madrid. Les gens qui passaient là-bas, à l'aube, vous savez où ils allaient ? Au boulot. C'étaient pas des jaunes. Mais ils se seraient faits virer de leur travail, parce qu'à leur travail, il n'y avait pas de syndicat pour les défendre. Parce que les travailleurs qui peuvent se défendre ont des syndicats puissants. Mais les jeunes qui travaillent dans des centres d'appel, ou comme livreurs de pizzas, ou dans la vente, eux ne peuvent pas se défendre.

Ils vont se faire virer le jour qui suivra la fin de la grève, et ni vous ni moi ne serons là, et aucun syndicat ne pourra garantir qu'ils pourront parler en tête-à-tête avec le patron et dire : "vous feriez mieux de ne pas virer cet employé pour avoir exercé son droit de grève, parce que vous allez le payer". Ce genre de choses n'existe pas, peu importe notre enthousiasme.

La politique, ça n'est pas ce que vous ou moi voudrions qu'elle soit. Elle est ce qu'elle est, terrible. Terrible. Et c'est pourquoi nous devons parler d'unité populaire, et faire preuve d'humilité. Parfois il faut parler à des gens qui n'aiment pas notre façon de parler, chez qui les concepts qu'on utilise d'habitude ne résonnent pas. Qu'est-ce que cela nous apprend ? Que nous nous faisons avoir depuis des années. Le fait qu'on perde, à chaque fois, implique une seule chose : que le "sens commun" des gens est différent de ce que nous pensons être juste. Mais ça n'est pas nouveau. Les révolutionnaires l'ont toujours su. La clé est de réussir à faire aller le "sens commun" vers le changement.

César Rendueles, un mec très intelligent, dit que la plupart des gens sont contre le capitalisme, mais ne le savent pas.

La plupart des gens sont féministes et n'ont pas lu Judith Butler ni Simone de Beauvoir. Il y a plus de potentiel de transformation sociale chez un papa qui fait la vaisselle ou qui joue avec sa fille, ou chez un grand-père qui explique à son petit-fils qu'il faut partager les jouets, que dans tous les

drapeaux rouges que vous pouvez apporter à une manif. Et si nous ne parvenons pas à comprendre que toutes ces choses peuvent servir de trait d'union, l'ennemi continuera à se moquer de nous.

C'est comme ça que l'ennemi nous veut : petits, parlant une langue que personne ne comprend, minoritaires, cachés derrière nos symboles habituels. Ça lui fait plaisir, à l'ennemi, car il sait qu'aussi longtemps que nous ressemblerons à cela, nous ne représenterons aucun danger.

Nous pouvons avoir un discours très radical, dire que nous voulons faire une grève générale spontanée, parler de prendre les armes, brandir des symboles, tenir haut des portraits de grands révolutionnaires à nos manifestations – ça fait plaisir à l'ennemi ! Il se moque de nous ! Mais quand on commence à rassembler des centaines, des milliers de personnes, quand on commence à convaincre la majorité, même ceux qui ont voté pour l'ennemi avant, c'est là qu'ils commencent à avoir peur. Et c'est ça qu'on appelle la politique. C'est ce que nous devons apprendre.

Il y avait un gars qui parlait de Soviets en 1905. Il y avait ce chauve, là. Un génie. Il comprit l'analyse concrète de la situation. En temps de guerre, en 1917, en Russie, quand le régime s'effondra, il dit une chose très simple aux Russes, qu'ils soient soldats, paysans ou travailleurs. Il leur dit "pain et paix".

Et quand il dit ces mots, "pain et paix", qui était ce que tout le monde voulait (la fin de la guerre et de quoi manger), de nombreux Russes qui ne savaient plus s'ils étaient "de gauche" ou "de droite", mais qui savaient qu'ils avaient faim, dirent : "le chauve a raison". Et le chauve fit très bien. Il ne parla pas au peuple de "matérialisme dialectique", il leur parla de "pain et de paix". Voilà l'une des principales leçons du XXème siècle.

Il est ridicule de vouloir transformer la société en imitant l'histoire, en imitant des symboles. Les expériences d'autres pays, les événements qui appartiennent à l'histoire ne se répètent pas. La clé c'est d'analyser les processus, de tirer les leçons de l'histoire. Et de comprendre qu'à chaque moment de l'histoire, si le "pain et paix" que l'on prononce n'est pas connecté avec les sentiments et les pensées des gens, on ne fera que répéter, comme une farce, une tragique victoire du passé. ■

C'était en l'an de grâce 2014 : des femmes et des hommes qui toutes et tous se référaient à l'autogestion, qui se battaient pour le droit à la diversité, qui militaient pour le féminisme, qui se disaient solidaires (c. à d. liés) les uns envers les autres, s'étaient réunis dans une salle obscure, sans fenêtre, à côté de l'église du Bon Pasteur. Et... Ils ont débattu, voté, revoté, ils se sont même invectivés. Ils ont même tenu compte des abstentions, sauf une fois ou ils voulaient ignorer les abstentionnistes ! (certainement parce que cela arrangeait certains).

Par moment le débat était riche, intéressant. Oubliant les consignes de vote, certaines et certains approuvaient des positions qui n'étaient pas les leurs. C'était parfois totalement à contre courant, de ce que prônait la « majorité ».

Mais ... les ténors de la Majorité dans leur grande sagesse alliés à une non moins grande patience, laissaient dire car ils savaient que les jeux étaient déjà faits, les votes acquis (les rappels téléphoniques avaient provoqué leur effet).

Et c'est ainsi que certaines et certains ce sont retrouvés "gros jean comme devant" (mais rassurez-vous, ce n'était qu'une minorité : pas de quoi fouetter une majorité qui s'appuyait sur ses certitudes).

Pourtant, parfois, ils avaient même élevé la voix, dit qu'ils n'étaient pas respectés mais ... très vite on leur faisait comprendre qu'ils avaient tort, qu'ils faisaient des procès d'intention, etc. etc....

Et puis, diront ces derniers : Nous aussi on tiendra compte des expériences alternatives en les mettant en réseau. Mais ce n'était évidemment que des mots qui sonnaient malgré tout un peu (et même un peu beaucoup) faux.

Mais, me diriez-vous, ce n'est pas possible. Une cohabitation, une mixité politique étaient pourtant possibles. Et tout cela ce n'est qu'un mauvais rêve. Eh bien NON ! figurez-vous que c'est devenu une réalité.

Alors ... Alors comment ces « Minos », ces empêcheurs de tourner en rond, ont-ils réagi ? La première réaction était évidemment l'écœurement, la déception. Mais ils se sont très vite repris et se sont retrouvés spontanément dans un vrai bistrot, où il y avait de vraies fenêtres. Ils ont respiré, ils ont rigolé, ils se sont détendus. Et ils ont imaginé autre chose. Quelque chose qui laisse la porte ouverte à toutes celles et ceux pour qui l'Autogestion, la Citoyenneté ont du sens ; quelque chose qui respecte les choix des uns et des autres ; quelque chose qui permet aux organisés et aux non-organisés de se retrouver ; quelque chose qui privilégie le FAIRE ENSEMBLE et non le PARLER ENSEMBLE.

Mais « chut » je ne dirai pas plus et vous réserve la suite au prochain numéro en espérant que vous avez passé de Bonnes Fêtes. ■

(trad. Tatiana Ventôse)

Salü Binander
Roger WINTERHALTER